



Écho de la colline

« Risque à la démocratie » et « attaques personnelles » d'après l'opposition

Publié à 10 h - 2025-01-08



Les député.e.s ont siégé pour une première fois mardi.



Acheraf Nait Daoud

Journaliste et perfectionniste désordonné au grand intérêt pour la politique

En conférence de presse, les deux chefs de l'opposition ont exprimé leurs désaccords vis-à-vis la Première ministre. Les tensions étaient vives après le discours d'ouverture de Mme Lévesque.

Les responsables ont exprimé des divergences d'opinions, en particulier le chef d'Alliance Progrès Québec, qui a mis en évidence un « danger pour la démocratie » en raison de la position du gouvernement. Selon lui, le gouvernement ne propose pas de direction nette et semble flotter entre des idées de droite et de gauche. Il redoute que cette oscillation idéologique soit motivée par un désir de maintenir le pouvoir.

D'ailleurs, Mme Victoria Rolland a exprimé avoir reçu des « attaques personnelles » lors du discours de Mme Lévesque. Elle a rappelé que la population québécoise l'avait élue de manière démocratique et elle déplorait le discours qui invitait à la méfiance de l'idéologie conservatrice.

En ce qui concerne l'allocution du premier ministre sur la politique générale, les divergences de points de vue concernaient notamment l'économie, la santé, les enjeux liés et les finances publiques.

Une économie à rude épreuve

Les deux chefs de l'opposition ont exprimé leurs inquiétudes face aux dernières déclarations de la première ministre, qui ne faisaient que très peu allusion à la mise en place de mesures fortes pour les PME du Québec.

La cheffe de l'opposition officielle explique qu'elle souhaitait de fortes initiatives favorisant le développement de l'industrie québécoise avec des démarches de privatisation, comme en santé, à l'aide d'un partenariat public-privé (PPP). Cette mesure vise surtout à permettre au privé de prendre le contrôle de certaines compétences provinciales en collaboration avec le public, dans une logique de réduction des dépenses.

Le chef du 2e groupe de l'opposition, Akram Tahar Chaouch, affirme qu'il est important de pouvoir soutenir notre économie. Il avance qu'il ne faut pas favoriser les grandes multinationales au profit des entreprises locales. Ainsi, il préfère une plus grande intervention du gouvernement, contrairement aux conservateurs, dans le but d'apporter un soutien aux ménages et entreprises.

Un chantier santé qui s'annonce compliqué

Les deux oppositions s'entendent sur le fait qu'il y a eu une baisse radicale de la qualité des services en santé, notamment due aux longues attentes à l'hôpital et l'exode considérable du personnel infirmier. La première opposition suggère donc de privatiser le système dans le but d'empêcher davantage de professionnels de quitter. Quant à la seconde, elle propose plutôt d'offrir des incitatifs en éducation ainsi qu'un meilleur financement des infrastructures. En réponse à une politique qui est jugée inefficace de la part des Libéraux, il est important de rappeler que ces derniers n'excluent pas un système semi-privé en santé.

Le gouvernement en « manque d'ambition »

Les deux chefs partagent un avis commun : le gouvernement ne prend pas de mesures assez efficaces pour faire face aux crises. Cela est perçu par l'opposition officielle comme un « abandon » des Québécois, tandis que l'autre groupe estime que c'est plutôt un « manque d'ambition » dans la mise en place de mesures qui ne parviennent pas à améliorer la situation actuelle.

Une lueur d'espoir en éducation

En revanche, le gouvernement partage des points communs avec le deuxième groupe d'opposition, qui préconise des investissements importants dans les infrastructures et la formation des étudiants. Cela laisse présager une éventuelle collaboration. L'opposition officielle, quant à elle, n'a pas formulé de commentaires à ce sujet.

Un redressement fiscal, mais...

Le gouvernement a considéré l'idée d'un prochain budget équilibré avec plusieurs nouveaux investissements dans des secteurs clés, tels que l'économie, la santé et l'éducation. Le parti de l'opposition souhaiterait éventuellement réduire les dépenses en vue d'un assainissement budgétaire pour diminuer la dette. La deuxième opposition, quant à elle, laisse entendre l'idée d'adopter une politique budgétaire déficitaire avec un maintien d'investissements dans certains secteurs.